



Syndicat des Psychiatres d'Exercice Public

LE SYNDICAT DES
PSYCHIATRES
DES HÔPITAUX



Paris, le 15 juin 2026

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Stop au mépris et à la maltraitance de la psychiatrie publique !

Après la réunion interministérielle du 2 juin dernier consacrée au bilan de la Grande Cause Nationale et aux orientations du Gouvernement pour la Santé Mentale, nous avons exprimé notre consternation et notre colère face aux réponses inconsistantes et à l'emporte-pièce qui ont été présentées.

On attendait un projet ambitieux, structuré, une méthode, un échéancier, une perspective d'envergure, une vision d'avenir pour la psychiatrie.

À la place, on a trouvé de la communication, des promesses vagues et des mesures cosmétiques (coupe file pour les jeunes) ou irréalisables (zéro contention pour... 2030 !...) sans moyens supplémentaires ni plan d'ensemble.

Suite à notre communiqué commun, le directeur-adjoint du cabinet a contacté un des signataires pour proposer une rencontre... Mais des ministres et leurs cabinets, dont celui-ci, nous en avons rencontré au moins 5 ou 6 depuis 4 ans, nous avons déposé des propositions qui sont restées sans suite. Nous avons même élaboré, à la demande du ministre Braun et au sein de la Commission nationale de psychiatrie, un dossier complet sur la charge de travail en psychiatrie hospitalière lequel, malgré son actualité brûlante, semble s'être volatilisé... et la psychiatrie publique se trouve de plus en plus exsangue !

Non, la psychiatrie n'a pas besoin de communication ni des caresses des responsables politiques.

Nous avons besoin du concret et de la reconnaissance de notre métier : les soins que nous apportons à plus de deux millions de nos concitoyens qui en ont besoin.

Nous avons besoin de mesures psychiatrie concrètes et pluriannuelles pour rattraper les retards qui se cumulent d'année en année.

Nous avons besoin des moyens conséquents pour pouvoir faire face aux missions qui s'ajoutent régulièrement sur notre discipline (radicalisés, coupe files, zéro contention etc.).

Nous avons besoin d'augmenter nos capacités d'hospitalisation et d'accueil aux CMP.

Nous avons besoin de revalorisation de nos ressources.

Nous avons besoin de reconnaissance pour maintenir notre capacité de soigner dignement et correctement nos concitoyens qui font de plus en plus appel à nous.

Nous avons besoin que nos instances et institutions soient respectées : CME, syndicats représentatifs, Commission nationale de psychiatrie.

À défaut, et devant ce silence assourdissant, nous lançons un mouvement de mobilisation et de grève de tous les psychiatres publics à partir de mi-septembre.

Norbert SKURNIK – Stéphane BOURCET
Intersyndicale de la Défense de la Psychiatrie Publique (IDEPP)

Gabrielle ALLIO – Michel TRIANTAFYLLOU
Syndicat des Psychiatres d'Exercice Public (SPEP)

Marie-José CORTÈS – Stéphane HENRIETTE
Syndicat des Psychiatres des Hôpitaux (SPH)

Charles-Olivier PONS – Delphine GLACHANT
Union Syndicale de la Psychiatrie (USP)